Cahiers de Psychologie Politique

N° 40 | 2022
numéro 40 - Janvier 2022

Entretien avec Laurent Mucchielli

Laurent MUCCHIELLI

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-40/2050-entretien-avec-laurent-mucchielli
DOI : numerev_1783
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 30/01/2022

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : MUCCHIELLI, L. (2022) Entretien avec Laurent Mucchielli. *Cahiers de Psychologie Politique*, (40). https://doi.org/10.34745/numerev_1783

Les Cahiers de psychologie politique proposent une nouvelle rubrique sous la forme d'un entretien scientifique. Nous soumettons à un auteur une série de question à laquelle il nous propose ses réponses par écrits. Nous donnons ici la parole à Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS. Il est un spécialiste des questions de délinquances et des politiques de sécurité. Il a publié notamment sur la dernière décennie : *L'Invention de la violence chez* Fayard en 2011; *Vous avez dit sécurité ?* chez Champ social en 2012; *Délinquance et criminalité à Marseille : fantasmes et réalités*, à la Fondation Jean-Jaurès en 2013 et plus récemment *La France telle qu'elle est : Pour en finir avec la complainte nationaliste* chezFayard en 2020. Il vient de publier *La doxa du Covid. Peur, Santé, Corruption et Démocratie* publié aux éditions Eolienne

Ses positions tranchées sur les propagandes et les manipulations en période de crise sanitaire ont suscité une vive polémique. Nous lui donnons la parole.

Mots-clés :
Propagande, Médias, Réseaux sociaux, Controverse, Religion vaccinale, Covid

---

Vous avez défrayé la chronique lors de la publication de votre article consacré aux décès post-vaccinaux : *La vaccination Covid à l'épreuve des faits. Deuxième partie : une mortalité inédite* dans Médiapart le 1er aout 2021. Cet article a été censuré par *Mediapart* et a suscité immédiatement une réprobation et des critiques sévères et très polémiques. Huit universitaires ont publié cette tribune intitulée : *« Vaccination contre le Covid-19 : « La sociologie ne consiste pas à manipuler des données pour étayer une position idéologique »* », dans *Le Monde* du 19 août 2021. La direction du CNRS [1] a usé de l'argument de la discipline pour vous contester le droit d'écrire en dehors de votre champ d'investigation ordinaire, faisant fi des interdisciplinarités tant vantées par les contemporains pourtant. Mediapart a ensuite dépublié votre article sous la pression. Plusieurs universitaires, comme Geneviève Massard-Guilbaud (directrice d'études à l'EHESS) et Fabrice Colomb et Gaëtan Flocco (enseignantsâ□□chercheurs à l'université Evryâ□□Paris Saclay), ont pris votre défense dans les semaines suivantes [2]. Vous avez expliqué vos positions et vos travaux dans un long entretien avec le responsable de *France Soir*, puis organisé la signature d'une pétition dans *Quartier Général* le 30 août 2021 où près de 3.000 personnes vous ont rejoint.

Votre article étudiait les chiffres produits par l'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament

faisant état des décès et des effets indésirables. Vous y preniez toutes les précautions méthodologiques mentionnant bien des présomptions et distinguant bien celle-ci du fait de la grande proximité temporelle de la survenue des décès, juste après la vaccination. Vous appeliez à examiner avec attention pour effectivement mesurer l'ampleur des décès imputables aux vaccins distinguant bien concomitance, causalité et imputabilité. Enfin, vous terminez, il est vrai, en considérant que tous ne peuvent pas être sans lien, et qu'au regard des nombres, cela faisait beaucoup de décès potentiellement imputables à une nouvelle thérapie. C'est sans doute là que les critiques vous ont le plus critiqué, parce que vous évoqué des crimes et appelé à suspendre la politique en cours en concluant par ces mots : « *l'approche de cette question en termes de santé publique devrait conduire à suspendre d'urgence la campagne vaccinale* ».

Les *Cahiers de psychologie politique* ont pour mission de comprendre les ressorts des relations de pouvoirs et nous venons de consacrer deux numéros aux propagandes et manipulations. Cet épisode et plus largement la gestion de la Covid-19 prêtent à quelques réflexions que nous voulions mener avec vous.

Comment le sociologue analyse-t-il le comportement des institutions de santé, ces agences, les ARS, les directions des hôpitaux ? Que se passe-t-il selon vous dans ces organisations ?

Permettez-moi de commencer en vous remerciant de votre accueil dans cette revue et en commentant un peu votre introduction. J'ai commencé une « enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid » en mars 2020. Ma motivation initiale était l'incompréhension face à certaines décisions politiques stratégiquement cruciales (en particulier le confinement général), face aux recommandations (ou plutôt à l'absence de recommandations) médicales des organismes officiellement en charge de la santé publique (en particulier les questions du dépistage par tests et du traitement précoce), face aux avis et aux modélisations statistiques du « Conseil scientifique Covid-19 », face à la polémique centrée sur la personne de Didier Raoult et finalement face à la peur qui semblait dominer presque totalement les esprits. Aujourd'hui comme hier, ces décisions politiques m'ont paru à la fois irréfléchies, inefficaces voire contre-productives sur le plan médical, inutilement liberticides, potentiellement dangereuses pour la santé psychologique des individus (en particulier les enfants, les adolescents et les personnes isolées quel que soit leur âge [3]) et sources d'un accroissement des inégalités sociales entre les citoyens sur le court comme sur les moyen et long termes (les inégalités scolaires accrues pesant potentiellement sur toute la vie des personnes concernées). Quant au traitement médiatique, il m'a semblé construit de façon bien trop émotionnelle et bien trop complaisant à l'égard du discours politique et de la façon dont il manipule les données statistiques [4], contribuant à plonger les citoyens dans des états de peur, de sidération et d'impuissance propices à toutes les dérives autoritaires, ainsi que je le constate depuis une vingtaine d'années dans le domaine de la sécurité [5]. Enfin, les prises de position des principales agences de santé publique et de certains scientifiques ou médecins apparaissant dans les médias ont rapidement réveillé un questionnement relatif aux trafics d'influence et à la corruption organisés par les industries pharmaceutiques pour tenter de contrôler non seulement la commercialisation et la prescription des médicaments, mais aussi et plus largement les politiques générales de santé publique [6]. De sorte que l'on entrevoit déjà ici la vacuité de la critique que l'on m'opposera sans cesse par la suite, selon laquelle je serais « sorti de mon domaine de compétence ». Les questions posées dans cette enquête ne sont pas des questions de virologie, mais des questions

de stratégie globale de santé publique, de gestion politico-administrativo-sanitaire d'une crise, de fabrication des connaissances scientifiques, d'interprétation des données statistiques, de trafic d'influence et de corruption organisés par les industries, et de traitement médiatique de tout ceci. Autant de questions dont la sociologie peut – et même doit – très légitimement s'emparer. C'est ce que j'ai fait, en agrégeant une cinquantaine de collègues universitaires et de médecins grâce auxquels j'ai pu développer cette enquête dans 68 « épisodes » publiés depuis mars 2020. Le résultat final de tout ce travail est publié en ce mois de janvier 2022 dans un livre intitulé *La doxa du Covid. Peur, santé, corruption et démocratie* (éditions Eolienne).

Pour vous répondre à présent, le conformisme et la soumission à l'autorité sont des mécanismes de base de la vie sociale, dans toute société. Les recherches en psychologie sociale l'ont montré de longue date [7]. S'ajoutent ici les logiques organisationnelles et bureaucratiques, des phénomènes de cour (recherche de promotions, de meilleurs salaires, de titres, de médailles, etc.) et d'énormes pressions hiérarchiques. Ces dernières sont typiques d'un Etat hyper-centralisé comme la France et se trouvent encore renforcées d'une part par le régime semi-présidentiel que les institutions de la Vème République organisent, d'autre part par le genre de libéralisme autoritaire qui se redéveloppe en Europe depuis des années et que, en France, incarnent notamment des hommes politiques comme Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Tout est géré à Paris, au plus près du pouvoir politique, dans un souci permanent de communication mettant en scène un pouvoir fort, compétent et bienveillant qui décide de ce qui est bon et bien pour la population qui n'a pas son mot à dire. Le tout est justifié au nom aujourd'hui de la santé (comme hier au nom de la sécurité) par des chiffres « indiscutables » qui « parleraient d'eux-mêmes », ce qui est sottise que l'on enseigne dans les cours de méthodologie quantitative à l'université [8].

Le gouvernement actuel déploie une propagande d'une intensité inédite en temps de paix, en profitant de la complicité quasi-totale des principaux médias et des géants du numérique qui contrôlent les réseaux sociaux (Google, Facebook et consorts). Pour y résister, il faut avoir le courage de la déviance et prendre le risque d'être ostracisé. Même si le prix à payer est cher, c'est beaucoup plus facile pour un universitaire comme moi, dont la liberté d'expression est encore protégée par la loi, que pour d'autres types de fonctionnaires à qui s'impose un devoir de réserve, *a fortiori* quand même les syndicats font de la surenchère sue les « mesures sanitaires » et ne jouent plus leur rôle de protection des salariés face au pouvoir politique. Voyez les dizaines de milliers de professionnels de santé qui ont perdu leur emploi en refusant le passe sanitaire, qu'ils aient été suspendus, qu'ils soient en cessation d'activité ou encore en arrêt maladie prolongé pour retarder l'échéance.

Précisément, comment analysez-vous l'attitude des médias, tant à votre endroit que par rapport à toute sorte d'esprit critique dans cette crise sanitaire ?

Je consacre un volumineux chapitre du livre à cette question majeure. Le gouvernement n'aurait jamais pu imposer tant de contraintes liberticides et tant de discriminations sans le concours volontaire et même acharné des réseaux sociaux et des principaux médias. Ensemble, alimentés par les prédictions catastrophistes des « modélisateurs » déconnectés de la réalité épidémiologique [9] et par les affidés des industries (et par l'OMS à de nombreuses reprises), ils ont d'abord organisé une formidable « synchronisation des émotions » selon l'expression de Paul Virilio [10]. Par ailleurs, la plupart des journalistes – y compris dans des médias réputés

indépendants et critiques comme *Mediapart* où j'ai longtemps publié mes analyses avant d'en claquer la porte à force de mépris et de censure – ont fait preuve d'une connivence, d'une docilité voire d'une servilité étonnante, donnant à tous les aspects de cette propagande politique (dramatisation permanente de l'épidémie, justification d'une politique liberticide, acharnement à décrédibiliser toutes les voix dissonantes, adoubement de l'idéologie de la vaccinale intégrale) une force probablement inédite dans l'histoire des démocraties modernes. Tous les mécanismes décrits par Noam Chomsky et Edward Herman dans *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media* (1988) se retrouvent ainsi dans cette crise et ont été de surcroît terriblement amplifies par les réseaux sociaux [11].

Le premier constat est celui de la dépendance totale des journalistes envers des sources gouvernementales qui leur mâchent le travail (communiqués de presse, dépêches, dossiers documentaires, tableaux et courbes statistiques, etc.) et leur incapacité à engager de véritables investigations toujours longues et coûteuses. Le second constat est la perte de l'indépendance financière, qui place désormais la quasi-totalité des titres de presse dans une double dépendance envers les milliardaires qui possèdent les titres et les gouvernements qui les subventionnent par ailleurs. La plupart des journaux, des radios et des télévisions sont aujourd'hui la propriété de quelques milliardaires et autres « grandes familles » [12]. Ce processus de concentration est tel que dix sociétés contrôlent 90% de la presse écrite, 55% des parts d'audience de la télévision et 40% des parts d'audience de la radio [13]. De l'autre côté, en France, outre le maintien d'un ensemble de médias audio-visuel publics (*Radio France* et *France Télévision*), l'État finance également depuis de nombreuses années les entreprises de presse qui, ainsi, en dépendent. Le ministère de la Culture a publié en juin 2021 ces montants de subventions accordées à plus de 400 titres de presse en 2019 : 12,7 millions d'euros au total pour *Aujourd'hui en France*, près de 6 millions pour *Libération*, plus de 5 millions pour *Le Figaro* et *Le Monde*, 4,4 millions pour *La Croix*, 3,3 pour *L'Humanité*, 2,6 pour *Ouest-France*, près de 2 millions pour *L'Opinion* et le *Journal Du Dimanche*, et autour de 1 million pour une petite dizaine de titres de la presse quotidienne régionale [14]. Par ailleurs, dans son rapport de 2013, la Cour des comptes proposait un inventaire de ces aides et attirait notamment l'attention sur le cas de l'Agence France Presse (AFP), énorme entreprise de fabrication d'informations à destination de la totalité des médias français et étrangers, qui a un statut juridique d'établissement public autonome et dont l'État est à la fois une des instances dirigeantes et le premier client (assurant environ 40% des recettes de l'agence) [15]. On remarque enfin que la presse a été très largement bénéficiaire des aides exceptionnelles de l'État liées à la crise, avec un demi-milliard d'euros annoncés dans le plan de relance en août 2020 [16]. De quoi acheter bien des silences et faire accepter bien des compromissions. Certains grands médias comme le quotidien *Le Monde* sont par ailleurs subventionnés par la Fondation de Bill Gates qui a dépensé plus de 250 000 millions de dollars en 2020 en « dons » à la presse [17]. Dans cette double dépendance, les médias ont ainsi définitivement perdu toute capacité à représenter un « quatrième pouvoir » et à protéger la démocratie et les citoyens de la propagande politique [18]. Au contraire, ils sont désormais structurellement sous influence des puissances économiques et politiques dont ils relayent de fait la vision du monde et les intérêts [19].

Herman et Chomsky montrent par ailleurs l'importance du recours par les médias à toute une série d'« experts » faussement indépendants, qu'ils soient de simples « consultants », des journalistes spécialisés, des animateurs de *think tanks* ou même des universitaires dont les recherches sont financées par ailleurs par le gouvernement ou les industriels. Ces « experts » se comportent alors comme des « influenceurs » comme l'on dit de nos jours. Et là encore, le traitement journalistique de la crise actuelle n'a fait qu'étaler au grand jour ces connivences. Marc-Olivier Fogiel, directeur général de la chaîne de télévision d'information continue BFMTV, avait du reste vendu la mèche assez vite. Dans un entretien à *Ouest France*, en mai 2020, après s'être félicité de l'audience « historique » acquise par son média dès le début de la crise, il expliquait tranquillement : « j'ai travaillé au tout début avec l'AP-HP *(Assistance publique des Hôpitaux de Paris)* et avec les médecins référents du Comité scientifique. Nous avons établi une liste de médecins estampillés les meilleurs par spécialité et c'est à chaque fois vers eux qu'on s'est tourné » [20]. Ainsi, donc, le gouvernement a donné aux médias non seulement les « informations » à relayer mais aussi les « experts légitimes » pour les commenter à longueur de journées.

Enfin, comme pour dissimuler tous ces mécanismes de dépendance et de soumission à l'égard des puissances politiques et économiques qui les contrôlent de plus en plus, l'ensemble des médias (télévisions, radios et journaux) ont inventé ces dernières années un nouveau type de rubrique, le « fact checking ». Ce dernier occupe une place croissante dans les rédactions et dans la production des contenus lors même qu'il s'est rapidement détourné de ses objectifs initiaux (vérifier la crédibilité des discours des politiciens) pour devenir au contraire une caricature de conformisme et de dépendance à l'égard des sources gouvernementales faciles d'accès. Lors même qu'il se situe à l'opposé du journalisme d'investigation en permettant de s'affranchir de toute démarche d'enquête sur le terrain (les articles pouvant s'écrire entièrement depuis son bureau à l'aide d'un ordinateur et d'un téléphone), ce genre de journalisme *low cost* n'a pourtant pas incité les journalistes y œuvrant à un peu de modestie. Il met au contraire en scène des personnes prétendant démêler le vrai du faux sur n'importe quel sujet, avec une assurance étonnante, parfois même une arrogance confondante. Beaucoup sont devenus des sortes de policiers de la pensée unique, cherchant à exclure de l'espace légitime du débat public toutes les informations et toutes les personnes mettant en cause la « vérité officielle ». Un véritable naufrage tant intellectuel que moral.

A cela s'ajoute enfin l'entrée en jeu dans le contrôle de l'information des multinationales du numérique que sont en particulier Google et Facebook. Sous la menace d'un lourd redressement fiscal en 2012, Google a eu l'idée de créer l'année suivante un « fonds d'aide au développement de la presse écrite » en France, afin de « soutenir un journalisme de qualité grâce aux technologies et à l'innovation ». C'est ainsi que, en 2019, 21 médias français ont reçu des subventions à hauteur de 6,4 millions d'euros. Et c'est alors qu'ont fleuri sur les sites Internet des principaux médias quantités d'infographies, d'analyses de type « big data » ainsi que les rubriques de « fact check », traque des « fake news » et sites « complotistes » [21]. Et Google n'est pas le seul géant du numérique à exercer cette sorte de police de la pensée sur Internet. Facebook le fait aussi depuis 2017, toujours par le biais de la chasse aux « fake news » [22]. Huit médias français ont ainsi signé avec cette entreprise un partenariat : les quotidiens *Libération, Le Monde et 20 Minutes, l'hebdomadaire l'Express*, la chaîne de télévision *BFMTV* ainsi que *l'AFP* et le service public de l'audiovisuel à savoir le groupe *France Télévisions* (inclus *France Info* qui est à la fois une chaîne de télévision, une radio et un important site Internet) et

France médias monde (qui regroupe la chaîne de télévision *France 24*, Radio France Internationale et détient une participation dans *TV5 Monde*). Pour les financer, Facebook achète au prix fort des espaces publicitaires, de même qu'il diffuse des contenus vidéos de ces médias via des applications pour smartphones dont Facebook garde le contrôle et partage les profits générés par les publicités [23].

En France comme dans d'autres pays, ces opérations ont été activement soutenues par l'État. Dans ses vœux à la presse, en janvier 2018, Emmanuel Macron annonçait une loi pour lutter contre la diffusion des fausses informations sur Internet en période électorale. Ce sera la loi du 22 décembre 2018 « relative à la lutte contre la manipulation de l'information », adoptée malgré l'opposition du Sénat et avec des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel. Cette loi, toutefois, ne concerne pas que l'information en contexte électoral. Elle donne de nouveaux pouvoirs de censure au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et organise la coopération avec les géants d'Internet (Facebook, Google, YouTube, Twitter) afin de lutter contre toute production d'informations qui serait susceptible de « troubler l'ordre public ». Cette nouvelle forme de censure d'Etat, et les dangers potentiels pour la liberté d'expression et d'information qu'elle porte, furent à l'époque critiqués en vain par le Syndicat National des Journalistes (SNJ), Reporters Sans Frontières (RSF), le Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (SPIIL), des associations de défense de la liberté numérique comme la *Quadrature du Net* et des chercheurs spécialisés [24]. A peine plus d'un an après le vote de cette loi, la crise sanitaire est venue montrer la puissance de ces nouvelles façons de policer la pensée, ainsi que leur caractère profondément anti-démocratique. Jamais la fermeture du débat public n'aura été aussi évidente dans les médias, jamais la propagande n'aura été aussi forte sur Internet (songeons à la façon dont Google rend visible ou invisible les contenus en ligne, à la façon dont Twitter accélère ou ralentit la diffusion des messages en fonction de leurs auteurs ou encore à la façon dont les influenceurs ont pris le contrôle de Wikipédia) et jamais la censure n'aura été aussi forte et fréquente sur les réseaux sociaux [25]. La crise du Covid a ainsi donné lieu à un processus international de normalisation éditoriale visant à assurer ce que Pierre Bourdieu appelait « le monopole de l'information légitime » [26]. Et ceci devrait constituer une inquiétude majeure pour tout démocrate.

Pensez-vous que les politiques aient pu être les victimes de la peur engendré par les prédictions de Neil Ferguson de l'université d'Oxford ? Le sociologue voit-il là un emballement médiatique, une panique ? une instrumentalisation ? De quoi s'agit-il au bout du compte selon vous ?

Les prédictions de Ferguson (Imperial College d'Oxford) étaient totalement fausses, ce qui n'est pas surprenant car l'auteur est un récidiviste. En mars 2020, il a sans doute influencé directement le gouvernement britannique. Mais en France, il n'aurait pas été important si ses modèles mathématiques déconnectés de la réalité épidémiologique n'avaient pas été validées et reproduites par le « Conseil scientifique Covid-19 ». Dès son premier avis, le 12 mars 2020, de dernier posait en effet les grandes lignes de ce qu'il appelle son « rationnel scientifique », qui consiste à reprendre à son compte les prédictions catastrophistes de l'équipe de Ferguson par l'intermédiaire de Simon Cauchemez (qui est un ancien élève de Ferguson) de l'Institut Pasteur. Le Conseil annonçait alors « plusieurs centaines de milliers de morts » en France, la « saturation des services hospitaliers de réanimation » ainsi que la probable survenue d'une « deuxième

vague » lorsque « les mesures seront levées » en raison « d'une immunité insuffisante » [27]. Un second avis, quatre jours plus tard, viendra préciser que les « mesures » en question résident dans un « confinement généralisé » visant « une réduction d'au moins 60% des contacts » entre les individus « comme le montrent certaines études de modélisation » (encore et toujours Ferguson) [28].

Mais il faut aussi identifier une deuxième source de la peur qui s'est emparée des gouvernements occidentaux. Et cette source n'est autre que l'Organisation Mondiale de la Santé. L'OMS a joué un rôle majeur dans la (mauvaise) compréhension initiale de cette épidémie et dans l'orientation initiale des politiques publiques. Non pas en alertant (le 23 janvier 2020) les pays du monde du surgissement d'une nouvelle épidémie et en leur rappelant qu'ils « doivent être prêts à prendre des mesures pour endiguer la flambée, y compris par une surveillance active, un dépistage précoce, l'isolement et la prise en charge des cas », car ceci est son rôle légitime et suit des procédures établies de longue date [29]. Mais en assortissant le lancement de ces procédures d'un discours effrayant, ce que fit Tedros Adhanom Ghebreyesus le 11 mars 2020 en déclarant que « *ce coronavirus présente une menace sans précédent. Mais c'est aussi une occasion sans précédent de nous rassembler contre un ennemi commun, un ennemi de l'humanité* » [30]. De là la flambée de discours et d'articles de presse sur le « virus-tueur » et les comparaisons totalement déraisonnables avec la peste, le choléra ou encore la grippe espagnole.

Quant à votre question du « pourquoi ont-ils fait cela ? », il serait facile de penser que c'est simplement la peur qui a guidé ces discours publics. Je pense pour ma part qu'il faut aussi (toujours) se demander « à qui profite le crime ». En l'occurrence, qui a intérêt à ce que la panique s'installe ? La réponse existe et elle n'a rien de « complotiste » car tout ceci été écrit avant même le démarrage de la séquence Covid-19 [31]. La réponse est à mon sens que certaines puissances financières privées ont tout intérêt à ce que la panique apparaissent puis persiste (encore aujourd'hui) parce qu'ils arrivent ensuite avec des solutions. Qui sont ces puissances privées ? D'une part la Fondation Bill et Melinda Gates qui, fait trop peu connu, est devenue le premier financeur de l'OMS ces dernières années, en compagnie d'autres organisations (notamment **l'Alliance GAVI :** *Global Alliance for Vaccines and Immunization*) dont elle est également le principal financeur. D'autre part les industries pharmaceutiques dont le principal souci n'est pas de faire le Bien de l'humanité mais de vendre le plus possible et le plus cher possible leurs produits. Et quelles sont ces solutions ? Fondamentalement, il n'y en a qu'une seule : la vaccination intégrale de l'humanité. C'est le programme assumé de Bill Gates depuis des années. Et la crise du Covid a été l'occasion d'enfin le déployer.

Il s'agit donc d'une convergence d'intérêts et d'un très long train d'annonces, de communiqués de presse, de publications faisant parties d'une vaste stratégie d'influence d'une part sur les gouvernements, d'autre part sur les médias et les réseaux sociaux comme nous en avons déjà parlé dans cet entretien. En effet, l'OMS ne s'est pas contentée d'alerter les Etats et d'essayer de coordonner leurs efforts. Elle a également mis en place, de façon inédite, une immense opération de communication visant à diffuser le plus possible dans les populations cette peur du nouveau virus, utilisant massivement l'argument de la lutte contre les supposées « fake news ». Pour ce faire, l'OMS a mis en œuvre les méthodes de *storytelling* et de recherche d'influence qui

sont aujourd'hui celles des entreprises commerciales [32]. Le 15 février 2020, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, son directeur général déclarait ainsi : « *nous ne combattons pas seulement une épidémie ; nous luttons aussi contre une infodémie. Les informations fausses se propagent plus vite et plus facilement que ce virus, et elles sont tout aussi dangereuses. C'est pourquoi nous travaillons aussi avec des entreprises du secteur des moteurs de recherche et des médias sociaux, comme Facebook, Google, Pinterest, Tencent, Twitter, TikTok, YouTube, et d'autres encore, dans le but d'enrayer la propagation des rumeurs et des informations mensongères* » [33]. Dans ce but, l'OMS a, pour la première fois, mis sur pieds une vaste stratégie de communication mondiale [34]. Un accord a d'abord été passé avec Google, « *pour faire en sorte que les personnes recherchant des informations sur le coronavirus voient les informations de l'OMS en tête de leurs résultats de recherche* ». Ensuite, l'équipe de communication s'est donc assurée le concours des principaux réseaux sociaux et même de sociétés comme Uber et Airbnb afin qu'ils diffusent les « bons messages » [35]. Enfin, l'OMS et ses partenaires ont recruté des « influenceurs » ou relais d'opinion [36], afin de s'assurer du contrôle des réseaux sociaux et de YouTube, *leader* mondial de la vidéo en ligne (plus de deux milliards d'utilisateurs mensuels en 2020) et propriété de Google [37].

Comment comprenez-vous cette polarisation manichéenne entre les bons, les méchants, les intelligents, les idiots, mais aussi les bourreaux et les victimes puisque de toute part se structure une lecture d'opposition frontale des uns contre les autres ?

Ces oppositions manichéennes entre les bons et les méchants, les gens sérieux et les « complotistes », les gens bien comme il faut et les « anti-vax », etc., sont organisées par nombre de gouvernements occidentaux et par l'ensemble des médias qui sont largement devenus les premiers relais de la propagande politico-industrielle comme nous l'avons déjà évoqué. Mais les politiques sont certainement eux-mêmes en partie sous influence tant les intérêts financiers déjà évoqués sont colossaux. Cette influence se mue même dans certains en connivence assumée voire en corruption organisée. C'est la question qui se pose s'agissant notamment de la Commission européenne. Non contente d'avoir favorisé l'achat massif du Remdesivir de l'industriel Gilead (à un moment où il était déjà établi scientifiquement que ce très onéreux antiviral était inefficace dans le traitement du Covid), sa présidente, Ursula von der Leyen, a ensuite orchestré la grande opération vaccinale tout en ayant un fils travaillant pour le cabinet McKinsey (chargé d'organiser la communication de la politique sanitaire dans plusieurs pays dont la France [38]) et un mari directeur d'une entreprise de biotechnologies orientée vers les thérapies géniques, dont l'un des principaux actionnaires est la multinationale Black Rock (plus important gestionnaire d'actifs dans le monde) et qui, dès le 13 mai 2020, avait annoncé le lancement d'une « plateforme de vaccins cellulaires ciblant le SARSâ□□CoVâ□□2 » [39]. Elle l'a de surcroît fait de façon personnelle et officieuse, échangeant pendant des semaines des coups de téléphone et des SMS avec le P.-D.G. de Pfizer, Albert Bourla, avant d'aboutir en mai2021 à la signature d'un contrat prévoyant la livraison de 1,8 milliard de doses jusqu'en 2023, ainsi que le révéla le *New York Times* [40]. Et lorsque le médiateur européen lui demandera communication de ces échanges privés avec le patron de l'industriel, madame von

der Leyen dira qu'elle les a détruits [41]. Pendant ce temps-là, les dirigeants de Pfizer s'enrichiront massivement à titre personnel, profitant du succès des négociations commerciales de leur société pour y ajouter la rente boursière. Son P.-D.G., déjà cité, en profitera ainsi pour vendre 5,6 millions de dollars d'actions (et sa vice-présidente 1,8 million). Les rares journalistes qui s'en inquiéteront [42] oublieront étrangement de signaler que Pfizer est l'industriel pharmaceutique le plus lourdement condamné de l'histoire par la justice américaine pour ses multiples malversations : 42 condamnations et plus de 6,5 milliards de dollars d'amendes depuis 1995 [43]. Une délinquance organisée donc, par des dirigeants à qui les sanctions pécuniaires régulières ne font pas peur compte tenu des bénéfices engrangés (36 milliards de dollars sur le vaccin Cominarty en une seule année [44]). Et le cas de la Commission européenne n'est certainement pas isolé en Europe, sans parler de la situation aux Etats-Unis et de la corruption au sein de la *Food and Drug Administration* (FDA).

Cela étant, il reste difficile de comprendre comment ce vaste trafic d'influence a réussi à conditionner à ce point la plupart des gouvernements, des élites et d'une partie des populations occidentales. Comment, notamment, a pu s'imposer avec autant de force l'idée pourtant infantile que de nouvelles thérapies géniques improprement appelées « vaccins » allaient nous « sauver ». Il me semble que deux éléments ont joué un rôle central. Le premier est la propagande d'Etat et ses relais médiatiques, le second le vieux fond magico-religieux qui habite manifestement toujours les esprits d'une partie d'entre nous.

Du début à la fin, le pouvoir exécutif a utilisé non seulement le mensonge et le parjure [45] mais aussi nombre de techniques de propagande, décryptées de longue date par les sciences sociales. Plus précisément, il s'agit de ce que Jacques Ellul appelait la *propagande de conformisation* : « En face de la propagande d'agitation [des révolutionnaires, des putschistes, des terroristes], nous trouvons la propagande d'intégration, qui est la propagande des nations évoluées, et caractéristique de notre civilisation. C'est une propagande de conformisation » [46]. En effet, « dans une démocratie, il faut associer les citoyens aux décisions de l'Etat. C'est là le grand rôle de la propagande. Il faut donner aux citoyens le sentiment (…) d'avoir voulu les actes du gouvernement, d'en être responsables, d'être engagés à les défendre et à les faire réussir » [47]. On reconnaît là le fondement de ce qui est appelé *nudge* de nos jours, un mot anglais nouveau pour désigner des techniques de marketing et de publicité en réalité très anciennes [48]. C'est aux années d'après la Première Guerre mondiale que remonte cette conception moderne de la propagande que symbolise un Edward Bernays (1891-1995) dont toute l'œuvre de propagandiste et de publicitaire repose sur « l'idée que la masse est incapable de juger correctement des affaires publiques et que les individus qui la composent sont inaptes à exercer le rôle de citoyens en puissance qu'une démocratie exige de chacun d'eux : bref, que le public, au fond, constitue pour la gouvernance de la société un obstacle à contourner et une menace à écarter » [49]. Cette propagande vise d'abord à « façonner les opinions, attitudes et comportements dans la population, créer une unité idéologique, une unanimité politico-mystique assurant [aux détenteurs du pouvoir] à la fois la légitimité, l'autorité absolue et la participation des citoyens à leur plan de gouvernement » [50].

Ensuite, « ce n'est pas seulement une orthodoxie (opinions conformes au dogme) qui est requise, c'est une orthopraxie, c'est-à-dire un engagement dans l'action, avec tous ses corollaires : militantisme, prosélytisme, abnégation, déprivatisation absolue » [51].

Le premier socle permanent de cette propagande fut la peur, permettant de placer les sujets en état de suggestibilité : « l'état émotionnel de la conscience accroît considérablement la suggestibilité, c'est-à-dire la réceptivité à des idées, opinions et croyances jusque-là étrangères, extérieures ou même rejetées. Cela vient de ce que la structure de conscience que l'on nomme 'émotion' consiste avant tout en une submersion plus ou moins durable de la réflexion critique et de la Raison » [52]. Ensuite, le pouvoir politique s'est efforcé d'installer dans les médias nombre d'« experts » venant certifier le bien-fondé de ses décisions. On reconnaît ici la technique de propagande « blouses blanches et galons », qui consiste à « faire appel à des individus, généralement considérés comme des leaders d'opinion, disposant de par leur titre, grade ou mandat, d'une autorité sociale susceptible de bénéficier d'une crédibilité sans rapport avec leurs propos et de provoquer chez leur audience une adhésion à leurs idées, arguments ou actions. (…) il en résulte l'apparition de spécialistes professionnels, capables d'intervenir sur des sujets dont ils n'ont parfois pas une connaissance suffisante mais sur lesquels ils parviennent à s'exprimer avec un langage convaincant. Leur discours est perçu par la plupart des non-spécialistes comme un avis valant expertise car on a pris soin de les présenter, par exemple par le biais d'un bandeau à la télévision, en mettant en valeur leurs titres, tels que docteur, professeur, général, ainsi que leur domaine d'expertise » [53]. Pour cela, le pouvoir exécutif, ses conseillers et les rédacteurs en chef des grands médias se sont appuyés sur les réseaux de médecins et de chercheurs les plus proches d'eux tant géographiquement que politiquement, notamment à l'INSERM, à l'Institut Pasteur et dans la hiérarchie hospitalière parisienne. On retrouve par ailleurs également dans l'action gouvernementale une grande attention prêtée au contrôle de la production et de la diffusion de l'information légitime. C'est en réalité la première règle de la propagande : « le premier travail du propagandiste doit consister à connaître l'information avant d'être capable de l'influencer » [54]. Le pouvoir exécutif a en particulier communiqué de façon presque quotidienne sur les chiffres de l'épidémie puis de la vaccination.

Ensuite, en martelant que la vaccination est la seule alternative au reconfinement, le discours du pouvoir exécutif mobilise un autre archétype de la propagande d'Etat qu'Etienne Augé nomme « *le choix truqué* ». Le principe est le suivant : « La technique du choix truqué consiste à proposer à un public un choix, comme s'il lui revenait de trancher et de choisir la meilleure option, tout en sachant à l'avance quel sera le résultat de cette consultation. Ainsi, le propagandiste met l'auditoire devant l'alternative entre un choix inacceptable qui sera nécessairement rejeté, et une option qui apparaîtra comme peu désirée mais inéluctable devant l'ampleur du danger qui menace. Bien entendu, la majorité, voire l'unanimité du public choisit la solution qui peut la sauver même si elle implique des restrictions et des efforts puisqu'elle n'a en réalité pas le choix. Ainsi, la foule a l'impression que l'on a requis son opinion, et se sent impliquée dans les décisions prises par le propagandiste. (…) on utilise le choix truqué principalement pour expliquer des sacrifices ou pour annoncer des mesures drastiques (…). Il n'est pas rare, dans ces cas-là, que l'on utilise des expressions inquiétantes, car l'objectif est de montrer qu'il n'existe qu'une solution pour prévenir une catastrophe » [55]. Et l'auteur de conclure que le *leader* « doit s'imposer dans un rôle de sauveur qui sait apprécier l'altruisme de

ses ‘ouailles’. Il peut demander qu’on lui sacrifie certaines libertés primaires afin de mieux garantir la sécurité de chacun dans des temps troublés. Cette technique se retrouve à l’origine de la plupart des systèmes de domination massifs qui conduisent à des dictatures » [56].

Enfin, arrive la technique de la grenouille ébouillantée dans la célèbre fable : plongez une grenouille dans de l'eau bouillante et elle bondira pour s’échapper, mais plongez-la dans de l'eau froide et portez progressivement l'eau à ébullition, la grenouille s'engourdira et finira par mourir de cette cuisson sans s’en apercevoir. Les gouvernements comme celui de la France ont usé et abusé de cette technique de contrainte en passant leur temps à jurer que telle obligation n’arrivera jamais ou que telle catégorie de la population ne sera jamais concernée, afin de ne pas alarmer la population. Tout en réalisant la chose petit à petit. Ainsi la vaccination fut-elle d’abord réservée aux personnes les plus âgées et aux professionnels de soins. Ensuite, elle a été élargie progressivement aux adultes des tranches d’âge inférieures, avant de passer aux adolescents, pour finir avec les enfants.

Comment des parents peuvent-ils laisser « vacciner » leurs enfants à l’aide de thérapies géniques encore expérimentales, dont l’action sur le corps humain est irréversible et sur lesquelles nous n’avons aucun recul quant aux effets à court, moyen et long termes ? Cela reste encore difficile à comprendre même en tenant compte de ce que nous venons de dire sur l’intensité de la propagande d’Etat. C’est pourquoi il me semble qu’il faut évoquer aussi d’autres éléments relevant de la psychologie individuelle et collective. Ceci n’est pas le cœur de mon expertise, je ne ferai donc qu’émettre des hypothèses. Deux en particulier. La première, déjà évoquée, est la force des mécanismes de conformisme et de soumission à l’opinion majoritaire. Je n’y reviens pas. La seconde est l’aspect magico-religieux. Les religions ont toujours tiré un avantage majeur de la peur de la souffrance et de la mort (qui engendre une recherche de protection), en proposant à la fois des explications (des eschatologies, des boucs-émissaires) et des remèdes (des rituels, des talismans, etc.) [57]. Nombre de comportements observés au quotidien durant cette crise me semblent reproduire ces mécanismes superstitieux que l’on croyait dépassés, à l’image de la croyance dans la protection conférée par le port du masque dans n’importe quelle circonstance et, bien entendu, de la croyance dans la protection conférée par les nouveaux « vaccins » [58]. De même, il n’est que trop évident que tous les citoyens ne souhaitant pas se voir injecter ces nouvelles thérapies géniques sont transformés en boucs-émissaires par les gouvernements qui rivalisent d’ingéniosité morbide à leur encontre, comme jadis à l’encontre des pestiférés ou des lépreux [59]. En Occident, le grand processus de sécularisation qui travaille les sociétés depuis plus de trois siècles n’a donc pas supprimé les ressorts psychologiques individuels de la croyance magique. Et ces ressorts sont devenus d’autant plus forts que la puissance publique, les médias, les réseaux sociaux et de nombreuses organisations exercent en ce sens une pression de conformité sur leurs membres en utilisant tous les modes de communication et toutes les formes possibles de propagande.

---

[1] Le journal *Le Monde* dans un article intitulé *Le sociologue Laurent Mucchielli rappelé à l’ordre par le CNRS* du 24 août 2021 qui cite entre autre un communiqué, mardi 24 août où l’organisme « *déplore les prises de position publiques de certains scientifiques, souvent plus soucieux d’une éphémère gloire*

médiatique que de vérité scientifique, sur des sujets éloignés de leurs champs de compétences professionnelles » et que *« Ces communications ne respectent aucune des règles en vigueur dans le cadre de publications scientifiques, notamment le jugement par les pairs, seuls à même de contrôler la rigueur de la démarche »*.

[2] Très bel éloge de l'esprit scientifique : https://blogs.mediapart.fr/le-blog-de-boris/blog/240821/soutien-laurent-mucchielli-l-insulte-ne-saurait-remplacer-le-debat-scientifique. Nous citons deux extraits : « *On peut ensuite se demander ce qui permet aux auteurs de la tribune d'employer des termes comme « tour de passe-passe », « douteuse production », « balivernes », « manipulation de données », « travaux de rechercher indigents, voire frauduleux », toujours sans l'ombre d'une démonstration qui pourrait justifier ces termes. On est là encore dans le domaine de l'injure, de la colère, pas du débat scientifique.* » et « *Le monde scientifique s'honorerait de refuser de hurler avec loups, fussent-ils majoritaires, de ne jamais perdre son sens critique, et de ne pas oublier les principes de respect d'autrui et de liberté d'expression qui sont au fondement de nos démocraties.* » Voir aussi https://blogs.mediapart.fr/enzo-lolo/blog/310821/la-sociologie-ne-consiste-pas-faire-la-chasse-aux-sorcieres-mais-debattre

[3] ___ En France, en 2018, 37% des ménages étaient constitué d'une seule personne, proportion en constante augmentation (INSEE, *Tableaux de l'économie française*, Paris, édition 2021).

[4] ___ Ce sur quoi, avec d'autres, j'alerte depuis vingt-ans en matière de criminalité (L. Mucchielli, « Les techniques et les enjeux de la mesure de la délinquance », *Savoir/Agir*, 2010, n°14, p. 93-102).

[5] ___ Par exemple : L. Mucchielli, « Le développement de l'idéologie sécuritaire et ses conséquences en France des années 1970 à nos jours », *Regards croisés sur l'économie*, 2017, 20 (1), p. 111-121.

[6] ___ L. Mucchielli, « L'ampleur et l'étendue de la délinquance des élites », *in* P. Bonfils, L. Mucchielli, A. Roux (eds.). *Comprendre et lutter contre la corruption*, Aix-en-Provence, Presses de l'université d'Aix-Marseille, 2015, p. 33-48 ; L. Mucchielli, *Sociologie de la délinquance*, Paris, Armand Colin, 2018, 2ème éd., p. 106-109.

[7] ___ W. Doise, J.-C. Deschamps, G. Mugny, *Psychologie sociale expérimentale*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 117 et suiv.

[8] ___ O. Martin, *L'empire des chiffres. Une sociologie de la quantification*, Malakoff, Armand Colin, 2020.

[9] ___ Vori l'entretien que j'ai réalisé sur mon blog de *Mediapart* avec Juliette Rouchier (directrice de recherche au CNRS) le 22 mars 2021 (« Que restera-t-il de l'épidémiologie à la fin de la crise Covid-19 ? »), et qui est repris dans le tome 2 de mon livre *La Doxa du Covid* (à paraître en février 2022).

[10] ____ P. Virilio, *L'administration de la peur*, Paris, Textuel, 2010.

[11] ____ E. Herman, N. Chomsky, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, trad. Marseille, Agone, 2008.

[12] ____ « Médias français : qui possède quoi ? », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2020.

[13] ____ A. Rousseaux, « Le pouvoir d'influence des dix milliardaires qui possèdent la presse française », *Basta Mag*, 7 avril 2017.

[14] ____ Ministère de la Culture, « Tableaux des titres et groupes de presse aidés en 2019 » [en ligne sur https://data.culture.gouv.fr/].

[15] ____ Voir le rapport de la Cour des comptes, *Les aides de l'Etat à la presse* écrite, Paris, 2013, p. 45*sqq*.

[16] ____ F. Schmitt, « La presse obtient à son tour un plan de relance », *Les Echos*, 27 août 2020.

[17] ____ T. Schwab, « Journalism's Gates keepers », *Columbia Journalism Review*, 21 août 2020.

[18] ____ P. Merlant, L. Chatel, *Médias. La faillite d'un contre-pouvoir*, Paris, Fayard, 2009.

[19] ____ S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

[20] ____ « Marc-Olivier Fogiel : 'BFM concentre les critiques comme TF1 avant' », *Ouest France*, 17 mai 2020.

[21] ____ D.-J. Rahmil, « Google finance les médias et dessine les nouvelles tendances du journalisme », *L'ADN*, 2 avril 2019.

[22] ____ G. Pépin, « 'Fake news' : Facebook va rémunérer des éditeurs français et fait sa publicité dans la presse », *NextInpact*, 26 avril 2017.

[23] L'Observatoire du journalisme, « Tout ce que les éditeurs perdent, Facebook et Google le gagnent », 21 janvier 2018. On sait que le modèle économique de Facebook est tout entier basé sur la publicité : R. Badouard, *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Paris, Seuil, 2020, p. 73.

[24] L. Haéri, « Loi contre les *fake news* : chasse aux fausses informations ou nouvelle censure ? », *Le Journal Du Dimanche*, 7 juin 2018.

[25] De même que nombre de journalistes se sont crus compétents et autorisés pour prendre parti dans les controverses scientifiques, les « modérateurs » des réseaux sociaux ont pratiqué une censure massive, jusque et y compris des publications des scientifiques les plus reconnus (voir le chapitre 14 de ce livre).

[26] P. Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Seuil, 1996, p. 82.

[27] Conseil scientifique Covid-19, « Avis du 12 mars 2020 », p. 2-3. Sur l'origine de ces modèles mathématiques et la critique de leur construction, voir notre entretien avec Juliette Rouchier (directrice de recherche au CNRS), repris dans le tome 2 de L. Mucchielli (dir.), *Penser le Covid. La peur, la santé, la corruption et la démocratie*, Op. cit.

[28] Conseil scientifique Covid-19, « Avis du 16 mars 2020 ».

[29] « Déclaration sur la réunion du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international (RSI) concernant la flambée de nouveau coronavirus (2019-nCoV) », OMS, 23 janvier 2020.

[30] « Le patron de l'OMS qualifie le coronavirus d'"ennemi de l'humanité" », *BFMTV*, 18 mars 2020.

[31] Sur tout ceci, je renvoie aux détails et aux nombreuses références données dans mon livre (*Penser le Covid. La peur, la santé, la corruption et la démocratie*, Op. cit., tome 1).

[32] G. De Vaublanc, *Image, réputation, influence. Comment construire une stratégie pour vos marques*, Paris, Dunod, 2019.

[33] https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/munich-security-conference

[34] Voir les détails dans L. Mucchielli, « La pensée confinée. Une analyse de la fabrique de l'information légitime durant la crise sanitaire », *in* N. Chapon, L. Mucchielli (dir.), *Le confinement. Genèse, impacts et controverses*, Op. cit.

[35] M. Richtel, « W.H.O. Fights a Pandemic Besides Coronavirus: An 'Infodemic' », *New York Times*, 6 février 2020.

[36] La plupart apparaissent dans une vidéo intitulée « Coronavirus : chaque jour compte », postée sur YouTube le 14 mars 2020. Il est probable que Facebook « sponsorise » également certains de ces influenceurs dans sa stratégie de promotion de contre-discours (R. Badouard, *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Paris, Seuil, 2020, p. 97).

[37] D. Frau-Meigs, « Les youtubeurs : les nouveaux influenceurs ! », *Nectart*, 2017, 2, p. 126-136.

[38] Cabinet dont l'un des dirigeants est par ailleurs Victor Fabius, fils de Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français depuis 2016.

[39] V. Reliquet, « Des vaccins écoulés sans aucune AMMc valide, c'est possible ? », AIMSIB, 10 octobre 2021 ; F. Schwerer, « Entre synergie et conflit d'intérêts », *Politique Magazine*, 22 septembre 2021.

[40] M. Stevis-Grindneff, «How Europe Sealed a Pfizer Vaccine Deal With Texts and Calls », *New York Times*, 28 avril 2021.

[41] E. Husson, « Ursula von der Leyen a-t-elle instauré une diplomatie personnelle parallèle avec le P.-D.G. de Pfizer ? », *Le courrier des stratèges*, 25 septembre 2021.

[42] E. Cugny, « Covid-19 : certains patrons de laboratoire créent la polémique en vendant leurs actions », *France Info*, 17 novembre 2020.

[43] https://www.contractormisconduct.org/contractors/188

[44] « Pfizer prévoit 36 milliards de dollars de recettes annuelles pour son vaccin anti-Covid », *Le Figaro*, 2 novembre 2021.

[45] Dernier exemple en date, le ministre de la Santé assurait sans aucune ambiguïté le 26 août 2021 que la question de la troisième dose de vaccin n'aurait aucune conséquence sur le passe sanitaire, et le président de la République dira précisément le contraire dans son allocution télévisée du 9 novembre suivant.

[46] J. Ellul, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 88.

[47] *Ibid*., p. 145.

[48] B. Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, *Santé, recherche, éducation*, Paris, Gallimard, 2021, p. 26 et suiv.

[49] N. Baillargeon, « Edward Bernays et l'invention du gouvernement invisible », *in* E. Bernays, *Propaganda.* Comment manipuler l'opinion en démocratie, Paris, La Découverte, Zones, 2007, p. 17.

[50] R. Mucchielli, *Psychologie de la publicité et de la propagande*, Paris, Editions Sociales Françaises, 1972, p. 85.

[51] *Ibid*., p. 86.

[52] R. Mucchielli, *Opinions et changement d'opinion*, Paris, Editions Sociales Françaises, 1979, p. 14.

[53] E. Augé, *Petit traité de propagande. À l'usage de ceux qui la subissent*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2007, p. 101-102.

[54] R. Mucchielli, *Opinions et changement d'opinion*, Op. cit., p. 21.

[55] E. Augé, *Petit traité de propagande. À l'usage de ceux qui la subissent*, Op. cit., p. 114.

[56] *Ibid*., p. 115.

[57] J. Delumeau, *La peur en Occident (XIVè-XVIIIè siècles)*, Paris, Fayard, 1978 ; G. Fabre, *Épidémies et*

contagions. L'imaginaire du mal en Occident, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

[58]
____ L. Mucchielli *et al*., « Une nouvelle religion vaccinale est née en Occident », *Quartier Général*, 12 décembre 2021.

[59]
____ M. Slama, « Le non-vacciné est le bouc émissaire de la crise », *Figaro Vox*, 15 novembre 2021.